

**Convention collective départementale**

**COMMERCE DE DÉTAIL  
(HÉRAULT)**

**(24 novembre 2004)**

*(Bulletin officiel n° 2006-29)*

DÉNONCIATION PAR LETTRE DU 6 NOVEMBRE 2006  
DU MEDEF DE L'ACCORD DU 24 NOVEMBRE 2004 SUR LA LIMITA-  
TION D'OUVERTURE DES COMMERCE, LES DIMANCHES, DANS LE  
DÉPARTEMENT

NOR : ASET0651230M

Montpellier, le 6 novembre 2006.

*Le mouvement des entreprises de France (MEDEF) Hérault,  
Montpellier, Sète, centre-Hérault, à la direction départe-  
mentale du travail, de l'emploi et de la formation profes-  
sionnelle (DDTEFP), 615, boulevard d'Antigone, CS 19002,  
34064 Montpellier Cedex 2.*

Monsieur le directeur,

Après les différents courriers que nous avons fait parvenir à la préfecture, après la réunion du 4 octobre dernier qui avait clairement (en tout cas pour 2 des 3 organisations patronales et au moins une organisation de salariés) mis en avant la demande visant à exonérer les superettes de moins de 1 000 mètres carrés de l'accord du 24 novembre 2004, nous avons reçu l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2006.

Celui-ci ne tient aucun compte des demandes faites lors de cette réunion.

Nous avons pourtant également alerté les présents sur les risques majeurs d'illégalité de l'arrêté (déjà jugé comme tel par le tribunal de police de Béziers), et de l'incohérence qu'il y aurait à voir des entreprises condamnées alors qu'elles ne feraient que respecter la loi !

L'exénoration des superettes de moins de 1 000 mètres carrés aurait au moins permis d'éviter cet état de fait et de faire vivre cet accord.

Ces différents éléments nous obligent donc ce jour à dénoncer l'accord du 24 novembre 2004 et à demander au préfet de retirer l'arrêté du 25 octobre 2006, pris sur la même base.

Vous souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

*Le président.*